

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Band: 70 (1952)
Heft: 143

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Redaktion und Administration: Effingerstrasse 3 in Bern. — Telefon Nummer (081) 216 60
Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden. Gebl. Abonnementsbeträge nicht an obige Adresse, sondern am Postschalter einzahlen — Abonnementspreise: Schweiz: jährlich Fr. 27.50, halbjährlich Fr. 15.50, vierteljährlich Fr. 8.—, zwei Monate Fr. 5.50, ein Monat Fr. 3.50; Ausland: jährlich Fr. 40.— — Preis der Einzelnummer 25 Rp. (plus Porto). — Annoncen-Regie: Publicitas AG. — Insertionsstarif: 22 Rp. die einspaltige Millimeterzeile oder deren Raum; Ausland 30 Rp. — Jahresabonnementspreis für die Monatsschrift „Die Volkswirtschaft“: Fr. 10.50.

Rédaction et administration: Effingerstrasse 3 à Berne. — Téléphone numéro (081) 216 60
En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. On est donc prié de ne pas verser le montant des abonnements à l'adresse ci-dessus — Prix d'abonnement: Suisse: un an 27 fr. 50; un semestre 15 fr. 50; un trimestre 8.— fr.; deux mois 5.50 fr.; un mois 3.50 fr.; étranger: fr. 40.— par an — Prix du numéro 25 ct. (port en sus). — Régie des annonces: Publicitas SA. — Tarif d'insertion: 22 ct. la ligne de colonne d'un mm ou son espace; étranger: 30 ct. — Prix d'abonnement annuel à „La Vie économique“: 10 fr. 50 y compris la taxe postale.

Erneuerung des Abonnements

Um eine Unterbrechung in der Zustellung des Schweizerischen Handelsamtsblattes zu vermeiden, machen wir diejenigen Abonnenten, welche das Blatt für 1, 2, 3 oder 6 Monate abonniert haben, darauf aufmerksam, dass das Abonnement am 30. Juni abgelaufen ist. Wir ersuchen sie deshalb, die vom Postamt zugestellte Rechnung gef. beachten zu wollen und vor Ende des Monats auf dem Postamt zu begleichen. Das Schweizerische Handelsamtsblatt kann im Inlandverkehr nur durch Vermittlung der Postämter bezogen werden. Alle Reklamationen, die den Abonnements- und Zustelldienst betreffen, sind deshalb bei der Post anzubringen.

DIE ADMINISTRATION.

Renouvellement de l'abonnement

Afin d'éviter toute interruption dans le service de la «Feuille officielle suisse du commerce», nous rendons les abonnés attentifs au fait que les abonnements souscrits pour 1, 2, 3 ou 6 mois viendront à échéance le 30 juin. Nos abonnés auront reçu ces jours la note du bureau des postes pour le renouvellement et nous les prions de bien vouloir régler le prix de l'abonnement avant la fin du mois. Pour le service interne suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. Toute réclamation visant le service d'abonnement ou de distribution doit donc être adressée au bureau des postes.

L'ADMINISTRATION.

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. Faillites et concordats. Fallimenti e concordati.
Handelsregister. Registre du commerce. Registro di commercio.
Bau- und Finanzgesellschaft Kurfirstenhof AG, Glarus.
Bilanzen. Bilans. Bilanci.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Aegypten: Neue Einfuhrzölle. — Egypte: Nouveaux droits d'importation.
Postscheckverkehr, Beitritte. Service des chèques postaux, adhésions.

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Ouvertures de faillites

(L.P. 231, 232; O.T. féd. du 23 avril 1920, art. 29, II et III, 123)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (1409)

Faillite: Dourafior S. A., représentation, commerce, achat et vente de vins de Porto, vins et spiritueux en général, rue Saint-Ours 7, Genève.
Date de l'ouverture de la faillite: 3 juin 1952.

Première assemblée des créanciers: lundi 30 juin 1952, à 11 heures, salle des assemblées de faillites, Taconnerie 7.
Délai pour les productions: 21 juillet 1952.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (1410)

Failli: Kullmann Jean-Pierre, ex-cafetier Café du Passage, rue des Gares 15, actuellement domicilié à Choulex (Genève).
Date de l'ouverture de la faillite: 10 juin 1952.

Liquidation sommaire, art. 231 L.P.: 19 juin 1952.
Délai pour les productions: 11 juillet 1952. Les créanciers ayant produit lors de la remise du commerce sont tenus de le faire à nouveau dans la faillite.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (1411)

Failli: Brohy Louis, boucherie-charcuterie, précédemment rue Sismondi 17, actuellement domicilié rue J.-J.-de Sellon 4, Genève.
Date de l'ouverture de la faillite: 12 juin 1952.

Première assemblée des créanciers: lundi 30 juin 1952, à 10 heures, salle des assemblées de faillites, Taconnerie 7.
Délai pour les productions: 21 juillet 1952. Les créanciers ayant produit lors de la remise du commerce sont tenus de le faire à nouveau dans la faillite.

Einstellung des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation

(SchKG 230.)

(L. P. 230.)

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (1412)

La liquidation par voie de faillite ouverte contre Hofer Jean, commerce de bois, rue de la Madeleine 8, Genève, par ordonnance rendue le 16 avril 1952 par le Tribunal de première instance a été, ensuite de constatation de défaut d'actif, suspendue le 18 juin 1952 par décision du juge de la faillite.

Si aucun créancier ne demande d'ici au 1^{er} juillet 1952 la continuation de la liquidation, en faisant l'avance des frais nécessaire en 500 fr., la faillite sera clôturée.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (1413)

La liquidation par voie de faillite ouverte contre Malignon Marcel,

associé dans la société en commandite Malignon & Cie, domicilié rue Voltaire 22, Genève, par ordonnance rendue le 23 mai 1952 par le Tribunal de première instance a été, ensuite de constatation de défaut d'actif, suspendue le 17 juin 1952 par décision du juge de la faillite.

Si aucun créancier ne demande d'ici au 1^{er} juillet 1952 la continuation de la liquidation, en faisant l'avance des frais nécessaire en 1000 fr., la faillite sera clôturée.

Kollokationsplan — Etat de collocation

(SchKG. 249—251)

(L.P. 249—251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgericht angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Kt. Zürich Konkursamt Enge-Zürich (1397*)

Auflegung von Kollokationsplan und Inventar

Im Konkurs über Bader Martin, geb. 1921, Radiohändler, von Holderbank (Solothurn), wohnhaft Renggerstrasse 80 in Wollishofen-Zürich 2, Inhaber der Firma Martin Bader, Handel mit Radioapparaten und -bestandteilen sowie elektrischen Artikeln, Josefstrasse 59, Zürich 5, liegt der Kollokationsplan und das Inventar den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt Enge-Zürich zur Einsicht auf. Klagen auf Anfechtung des Planes sind bis 30. Juni 1952 gerichtlich anhängig zu machen, widrigenfalls er als anerkannt betrachtet würde.

Innert gleicher Frist sind allfällige Beschwerden betreffend Ausscheidung von Kompetenzstücken bei der Aufsichtsbehörde (Bezirksgericht Zürich) einzureichen.

Kt. Zürich Konkursamt Fluntern-Zürich (1398)

Nachtrag zum Kollokationsplan, bzw. Lastenverzeichnis

Im Konkurs über Geiger Jakob, Architekt, Universitätsstrasse 39, Zürich 6, liegt der zufolge nachträglicher Forderungsanmeldung ergänzte Kollokationsplan, bzw. das Lastenverzeichnis über das Grundstück Oberstrass-Zürich, Kat. Nr. 3691/Universitätsstrasse 39 den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt Fluntern-Zürich zur Einsicht auf.

Klagen auf Anfechtung des Planes, bzw. des Lastenverzeichnisses bezüglich der neu kollozierten Forderungen sind innert zehn Tagen, von der Bekanntmachung im Amtsblatt des Kantons Zürich vom 20. Juni 1952 an, beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksgerichtes Zürich mittelst Klageschrift im Doppel anhängig zu machen, ansonst dieselben als anerkannt gelten.

Kt. Zürich Konkursamt Riesbach-Zürich (1356)

Nachtrag zum Kollokationsplan

In der konkursamtlichen Liquidation des Nachlasses von Mayer Emil Albert, geb. 1881, Kaufmann, wohnhaft gewesen Zollikerstrasse 234 in Zürich 8, liegt der zufolge nachträglicher Forderungseingaben ergänzte Kollokationsplan den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt Riesbach-Zürich zur Einsicht auf.

Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes mit bezug auf diese Ergänzungen sind innert zehn Tagen, seit der Publikation im Amtsblatt des Kantons Zürich vom 13. Juni 1952, mittelst Klageschrift im Doppel beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksgerichtes Zürich anhängig zu machen, ansonst auch diese nachträglichen Kollokationen in Rechtskraft erwachsen.

Ct. de Neuchâtel *Office des faillites, Neuchâtel* (1414)
 Faillie: Müller et Degoumois, société en nom collectif, combustibles en tous genres, chemin des Noyers 31, Neuchâtel.
 L'état de collocation des créanciers de la faillite sus-indiquée peut être consulté à l'Office des faillites de Neuchâtel. Les actions en contestation de l'état de collocation doivent être introduites dans les dix jours dès le 21 juin 1952. Sinon, l'état de collocation sera considéré comme accepté.

Schluss des Konkursverfahrens — Clôture de la faillite
 (SchKG. 268) (LP. 268)

Kt. Bern *Konkursamt Bern* (1399)
 Gemeinschuldner: Wolf Fritz, Bürstenwaren, Freiburgstrasse 441, Bern-Bümpliz.
 Datum des Schlusses des summarischen Verfahrens: 18. Juni 1952.

Kt. Aargau *Konkursamt Lenzburg* (1408)
 Gemeinschuldner: Humbel-Gfeller Alfred, 1915, von Boniswil, Bureaumöbelfabrik, Fahrwangen.
 Datum des Schlusses: 19. Juni 1952.

Widerruf des Konkurses — Révocation de la faillite
 (SchKG 195. 196. 317.) (L. P. 195. 196. 317.)

Ct. de Genève *Tribunal de première instance, Genève* (1415)
 Par jugement du 19 juin 1952, le Tribunal a prononcé la révocation de la faillite de la société Regina Film S.A., achat et vente de films, place Longemalle 7, à Genève.
 La débitrice a été réintégrée dans la libre disposition de ses biens et réhabilitée.

Tribunal de première instance de Genève:
 H. Pugin, commis-greffier.

Konkurssteigerungen — Vente aux enchères publiques après faillite
 (SchKG. 257—259) (LP. 257—259)

Ct. du Valais *Office des faillites, Sierre* (1400)
 Vente d'un lot de marchandises
 Faillie: Perret-Perrollaz Suzanne, Dame, Knitting-House, Montana.

L'Office des faillites de Sierre vendra à tout prix aux enchères publiques qui se tiendront à Montana, bâtiment des Services industriels de Sion, mardi 24 juin 1952, à 14 heures, le lot de marchandises se trouvant dans les dépôts du magasin à l'enseigne «Knitting-House», à Montana. Ce lot comprend notamment des chaussures, des robes, des fourrures, des blouses, des coupons de tissus, des gants, des raquettes de tennis, etc.

La vente aura lieu en bloc.
 Les amateurs pourront visiter les marchandises dès 13 heures.
 Les conditions de vente sont déposées à l'office.

Ad. Salamin, préposé.

Nachlassverträge — Concordats — Concordat

Nachlassstundung und Aufruf zur Forderungseingabe
 (SchKG 295, 296, 300.)

Sursis concordataire et appel aux créanciers
 (L. P. 295, 296, 300.)

Den nachbenannten Schuldnern ist eine Nachlassstundung bewilligt worden.
 Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen in der Eingabefrist beim Sachwalter einzulegen, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfalle bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt wären.

Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Kt. Zürich *Konkurskreis Meilen* (1416)
 Schuldner: Büchel Martin, Weinhändler, «Zur Brandschenke», Stäfa.
 Datum der Stundungsbewilligung durch das Bezirksgericht Meilen: 5. Juni 1952.
 Dauer der Stundung: 4 Monate.
 Sachwalter: Paul Forrer, Friedensrichter, in Erlenbach (Zürich), Gsteigstrasse.
 Eingabefrist: 11. Juli 1952.
 Gläubigerversammlung: Freitag, den 5. September 1952, nachmittags 16 Uhr, im Restaurant «Meningia», Mühlegasse 17, Zürich.
 Aktenaufgabe: während 10 Tagen vor der Gläubigerversammlung auf der Bezirksgerichtskanzlei in Meilen.

Ct. de Vaud *Arrondissement d'Aigle* (1401)
 Débitur: Pernet Fernand, boulangerie-épicerie, à Yverne.
 Date de l'octroi du sursis par décision du président du Tribunal du district d'Aigle: 23 mai 1952.
 Durée du sursis: quatre mois, expirant le 23 septembre 1952.
 Commissaire au sursis: le préposé aux poursuites et faillites de l'arrondissement d'Aigle.
 Délai pour les productions: le 11 juillet 1952. Les créanciers sont invités à indiquer leurs créances au commissaire.
 Assemblée des créanciers: mercredi 6 août 1952, à 14 heures, en salle du Tribunal, à Aigle.
 Examen des pièces: dès le 26 juillet 1952, au bureau du commissaire.

Ct. de Genève *Arrondissement de Genève* (1417)
 Débitur: Lewin Joseph, fourrures et couture «Furrex», rue du Rhône 2 et passage des Lions, Genève.
 Date du jugement accordant le sursis: 11 juin 1952.
 Durée du sursis: quatre mois.
 Commissaire au sursis concordataire: Marcel Greder, préposé à l'Office des faillites de Genève.
 Expiration du délai de production: 11 juillet 1952.
 Assemblée des créanciers: le mardi 23 septembre 1952, à 11 heures, à Genève, place de la Taconnerie 7, salle des assemblées de faillites.
 Délai pour prendre connaissance des pièces: dès le 13 septembre 1952.

Ct. de Genève *Arrondissement de Genève* (1418)
 Débitrice: Meynet Berthe-Marie, Dame, divorcée Cornu, manufacture de tabliers et lingerie «Déesses», rue Louls-Favre 15—17, Genève.
 Date du jugement accordant le sursis: 16 juin 1952.
 Durée du sursis: quatre mois.
 Commissaire au sursis concordataire: Marcel Greder, préposé à l'Office des faillites de Genève.
 Expiration du délai de production: 11 juillet 1952.
 Assemblée des créanciers: vendredi 3 octobre 1952, à 11 heures, à Genève, place de la Taconnerie 7, salle des assemblées de faillites.
 Délai pour prendre connaissance des pièces: dès le 23 septembre 1952.

Verlängerung der Nachlassstundung — Prorogation du sursis concordataire
 (SchKG. 295, Abs. 4) (LP. 295, al. 4)

Ct. de Berne *Arrondissement de Porrentruy* (1402)
 Débitur: Kübli Frédéric, ébéniste, ci-devant à Courgenay, actuellement à Pleujouse.
 Date de la prolongation: deux mois, soit jusqu'au 17 septembre 1952.
 Assemblée des créanciers: vendredi 5 septembre 1952, à 15 heures, dans la salle des audiences du Tribunal, Hôtel des Halles, à Porrentruy.
 Délai pour prendre connaissance des pièces: dès le 26 août 1952, au bureau du commissaire au sursis, avenue de la Gare 10, à Porrentruy.
 Porrentruy, 18 juin 1952. Le commissaire au sursis: M. Koch.

Verhandlung über die Bestätigung des Nachlassvertrages
 (SchKG. 304, 317)

Délibération sur l'homologation de concordat
 (L. P. 304, 317)

Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen. Les opposants au concordat peuvent se présenter à l'audience pour faire valoir leurs moyens d'opposition.

Kt. Obwalden *Obergericht Obwalden, Sarnen* (1407)
 In der Nachlassvertragsangelegenheit des Fanger-Herlig Johann,
 Transporte, Schlieren, Alpnach (Obwalden), wird die Verhandlung betreffend Bestätigung des Nachlassvertrages auf Montag, den 30. Juni 1952, vormittags 9 Uhr, im Rathaus Sarnen, festgesetzt.

Sarnen, den 17. Juni 1952. Im Namen der obergerichtlichen Justizkommission Obwalden:
 Dr. Felix Stockmann, Sekretär.

Kt. Basel-Stadt *Zivilgericht Basel-Stadt* (1403)
 Mittwoch, den 2. Juli 1952, vormittags 11 Uhr, wird vor dem Zivilgericht des Kantons Basel-Stadt (Zivilgerichtssaal, Bäumleingasse 3, im I. Stock) über den von Jung-Meyer Silvan, Inhaber der Firma «Stoffhaus Jung am Marktplatz», Basel, seinen Gläubigern vorgeschlagenen Nachlassvertrag verhandelt.
 Basel, den 18. Juni 1952. Zivilgerichtsschreiberei Basel, Prozesskanzlei: Heimann.

Ct. de Neuchâtel *Tribunal cantonal, Neuchâtel* (1404)
 Débitur: Kummer Georges, menuisier, Le Landeron.
 Commissaire: M^e Blaise de Montmolin, avocat, Neuchâtel.
 Date, heure et lieu de l'audience: lundi, 7 juillet 1952, à 17 heures 15, au Château de Neuchâtel, salle du Tribunal.
 Neuchâtel, le 18 juin 1952. Le greffier du Tribunal cantonal: J. Calame.

Ct. de Genève *Tribunal de première instance, Genève* (1405)
 Le Tribunal de première instance, sis à Genève, place du Bourg-de-Four, Palais de Justice, 2^e cour, 1^{er} étage, salle A, statuera, en audience publique, le vendredi 27 juin 1952, à 10 heures, sur l'homologation du concordat proposé par Gillon Fernand, représentant en chaussures, rue de Carouge 9, Genève, à ses créanciers.
 Tribunal de première instance, Genève:
 H. Pugin, commis-greffier.

Bestätigung des Nachlassvertrages — Homologation du concordat
 (SchKG 306, 308, 317.) (L.P. 306, 308, 317.)

Kt. Bern *Richteramt II, Bern* (1419)
 Schuldnerin: Portmann Hedy, Frau, Spezialgeschäft für Damenbekleidung, Spitalgasse 40, Bern.
 Datum der Bestätigung: 4. Juni 1952.
 Der Entscheid ist in Rechtskraft erwachsen.
 Bern, den 16. Juni 1952. Der Nachlassrichter: Troesch.

Kt. Aargau *Bezirksgericht Aarau* (1420)
 Das Bezirksgericht Aarau hat am 18. Juni 1952 den von Lüdi-Horn Oskar, in Suhr, mit seinen Gläubigern abgeschlossenen Nachlassvertrag, wonach die Nachlassdividende von 15% innert 10 Tagen nach Eintritt der Rechtskraft des Nachlassvertrages ausgerichtet wird, bestätigt.
 Der Entscheid ist rechtskräftig.
 Aarau, den 18. Juni 1952. Der Gerichtsschreiber.

Ct. de Genève *Tribunal de première instance, Genève* (1406)
 Par jugement du 16 mai 1952, le Tribunal a homologué le concordat proposé par Intera via S.A., société d'édition, ayant son siège à Genève, rue de la Corratierie 6, à ses créanciers.
 Par le même jugement, il a été assigné aux créanciers dont les réclamations sont contestées un délai péremptoire de vingt jours pour introduire action.
 Tribunal de première instance, Genève:
 H. Pugin, commis-greffier.

Handelsregister - Registre du commerce - Registro di commercio**Stiftungen - Fondations - Fondazioni**

Publikationen betreffend Stiftungen erscheinen nur in der Samstagausgabe
Les publications concernant les fondations paraissent seulement le samedi

Zürich — Zurich — Zurigo

13. Juni 1952.

Personalfürsorgefonds der Firma F. Sailer & Cie., in Winterthur. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 29. Mai 1952 eine Stiftung. Sie bezweckt die Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Firma «F. Sailer & Cie.», in Winterthur, sowie für die Angehörigen beziehungsweise Hinterbliebenen dieser Arbeitnehmer gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Invalidität, Krankheit, Tod, Arbeitslosigkeit und unverschuldeter besonderer Notlagen. Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat und die Kontrollstelle. Alfred Felix Sailer, von und in Winterthur, einziges Mitglied des Stiftungsrates, führt Einzelunterschrift. Geschäftsdomizil: Holdergasse 7, in Winterthur 1 (bei der Firma F. Sailer & Cie.).

16. Juni 1952.

Personalfürsorgestiftung der Firma Aktiengesellschaft Ruffag, in Zürich. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 13. Juni 1952 eine Stiftung. Sie bezweckt die Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der «Aktiengesellschaft RUFFAG» sowie deren Angehörige und Hinterbliebenen durch Gewährung von Unterstützungen in Fällen von Alter, Tod, Krankheit, Unfall, Invalidität, Militärdienst oder Arbeitslosigkeit. Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von 1 bis 3 Mitgliedern und die Kontrollstelle. Kollektivunterschrift zu zweien führen Paul Stalder, von Rüegsau (Bern), in Langenthal, Präsident, Max Hauser, von Zürich, in Kilchberg (Zürich), Sekretär, und Hans Geiser, von Roggwil (Bern), in Madiswil, Beisitzer des Stiftungsrates. Geschäftsdomizil: Austrasse 40, in Zürich 3 (bei der Aktiengesellschaft Ruffag).

16. Juni 1952.

Fürsorge-Stiftung der Firma Joseph Heim & Co., Zürich, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 76 vom 2. April 1942, Seite 765). Mit Beschluss des Stiftungsrates vom 2. April 1952 ist die Stiftungsurkunde abgeändert worden. Der Bezirksrat Zürich hat als Aufsichtsbehörde der Abänderung am 23. Mai 1952 die Genehmigung erteilt. Der Name der Stiftung lautet nun **Fürsorge-Stiftung der Firma Joseph Heim Söhne, Zürich**. Zweck der Stiftung ist die Fürsorge für die Angestellten, eventuell auch für deren Angehörige, der Firma «Joseph Heim Söhne», in Zürich, insbesondere bei Alter, Krankheit und Invalidität oder wenn bei einem Angestellten besondere Verhältnisse die Ausrichtung eines Fürsorgebeitrages rechtfertigen. Geschäftsdomizil: Lintheschergasse 12, in Zürich 1 (bei der Firma Joseph Heim Söhne).

16. Juni 1952.

Fürsorgestiftung der BIOS A.-G., in Rütli (SHAB. Nr. 81 vom 5. April 1952, Seite 919). Paul Meynadier ist aus dem Stiftungsrat ausgetreten; seine Unterschrift ist erloschen. Neu ist als Mitglied und zugleich als Sekretär und Kassier des Stiftungsrates mit Kollektivunterschrift zu zweien gewählt worden Josef Blauer, von Thun, in Rapperswil (St. Gallen).

16. Juni 1952.

Personalfürsorgestiftung der Bettfedernfabrik Müller-Imhoof, Nachf. Müller & Co., in Zürich 9 (SHAB. Nr. 7 vom 10. Januar 1948, Seite 82). Einzelprokura ist erteilt an Werner Schmid, von Zürich, in Widen (Aargau).

18. Juni 1952.

Personalfürsorgestiftung der Firma Gebrüder Köberle, Werkzeugfabrik Zürich-Oerlikon, in Zürich 11 (SHAB. Nr. 84 vom 9. April 1949, Seite 952). Gemäss vom Bezirksrat am 30. Mai 1952 als Aufsichtsbehörde gefassten Beschluss ist diese Stiftung aufgehoben, weil ihr Zweck unerreikbaar geworden ist. Die Liquidation ist beendet. Die Stiftung wird von Amtes wegen im Handelsregister gelöscht.

18. Juni 1952.

Stiftung zu Gunsten der Angestellten und Arbeiter der Firma Wachter & Cie., Winterthur, in Winterthur 1 (SHAB. Nr. 162 vom 14. Juli 1945, Seite 1674). Diese Stiftung ist infolge Eintretens eines in der Stiftungsurkunde vorgesehenen Aufhebungsgrundes aufgehoben. Der Bezirksrat Winterthur hat davon am 16. Mai 1952 Vorwerk genommen. Die Liquidation ist beendet. Die Stiftung wird von Amtes wegen im Handelsregister gelöscht.

Bern — Berne — Berna**Bureau Aarwangen**

14. Juni 1952.

Stiftung Wohlfahrtsaus der Porzellanfabrik Langenthal A.-G., in Langenthal. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 9. Mai 1952 eine Stiftung. Sie bezweckt den Bau, Unterhalt und den Betrieb eines Wohlfahrtsauses oder ähnlicher Einrichtungen zu Gunsten des Personals der Porzellanfabrik Langenthal A.G., wie zum Beispiel die Erstellung einer Inhalieranlage zur Bekämpfung der Silikose. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen Stiftungsrat von 3 Mitgliedern, welcher durch den Verwaltungsrat der Stifterfirma ernannt wird. Die Mitglieder der Stiftung vertreten diese durch Kollektivunterschrift zu zweien. Mitglieder sind: Walter Wegmüller, von Walkringen, in Langenthal, Präsident, Pierre Tardent, von Ormont-Dessous, in Langenthal, und Hans Böhlen, von Riggisberg, in Bützberg, Gemeinde Thunstetten. Domizil bei der Stifterfirma.

Bureau Bern

16. Juni 1952.

Personalfürsorgestiftung des Vereins zur Unterstützung durch Arbeit, in Bern (SHAB. Nr. 163 vom 15. Juli 1950, Seite 1853). Neues Domizil: Bubenbergplatz 12 (beim Präsidenten Max Roth).

17. Juni 1952.

Fürsorgestiftung der Firma Wellemann, in Bern. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 7. Juni 1952 eine Stiftung. Sie bezweckt die Gewährung von Unterstützungen und Beiträgen an den Arbeitnehmer im Falle von Alter, Krankheit, Unfall, Invalidität, Militärdienst oder Arbeitslosigkeit des Arbeitnehmers selbst, an den Arbeitnehmer im Falle von Krankheit, Unfall und Invalidität des Ehegatten, der Eltern oder der minderjährigen oder erwerbsunfähigen Kinder des Arbeitnehmers; im Falle des Todes des Arbeitnehmers an den überlebenden Ehegatten, die Nachkommen, die Eltern, sowie an die zu Lebzeiten des Arbeitnehmers von ihm unterhaltenen erwerbsunfähigen Personen; an den Bau, Unterhalt und Betrieb von Wohlfahrts-häusern oder ähnlichen Einrichtungen zugunsten des Personals des Arbeit-

gebers. Als Arbeitnehmer fallen alle im Betrieb der Stifterfirma tätigen Angestellten und Arbeiterinnen in Betracht. Zur Erreichung des Stiftungszweckes kann die Stiftung Versicherungsverträge zugunsten der Destinatäre abschliessen. Die Stiftung ist in einem solchen Fall Versicherungsnehmerin und Begünstigte. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen Stiftungsrat von 3 Mitgliedern, welcher durch die Stifterfirma bzw. deren Geschäftsleitung ernannt wird. Für die Stiftung zeichnet mit Einzelunterschrift Hans Wellemann, von Basel, in Bern, Präsident. Domizil: Waisenhausplatz 14 (bei der Stifterfirma).

Bureau Schlosswil (Bezirk Konolfingen)

12. Juni 1952.

Personalfürsorgestiftung der Firma Otto Lädach's Erben, Sägerei und Hobelwerk, Worb, in Worb. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 29. April 1952 eine Stiftung. Sie bezweckt die Gewährung von Unterstützungen an die Angestellten und Arbeiter der Stifterfirma oder ihre Angehörigen im Falle von Alter, Krankheit, Unfall, Invalidität, Militärdienst, Arbeitslosigkeit oder Tod. Der Stiftungsrat setzt sich aus 2 bis 4 Mitgliedern zusammen, welche von der Stifterfirma bezeichnet werden, wobei mindestens ein Mitglied aus dem Kreise der Destinatäre zu bestimmen ist. Die Mitglieder des Stiftungsrates zeichnen zu zweien. Es sind dies: Emma Lädach-Gerber, von Konolfingen, in Worb, Präsidentin; Hermann Lädach, von Konolfingen, in Worb, Sekretär-Kassier, und Ernst Remund, von Mühleberg, in Worb, Beisitzer. Domizil: bei der Firma Otto Lädach's Erben in Worb.

Luzern — Lucerne — Lucerna

16. Juni 1952.

Fürsorgekasse der Arbeiter und Angestellten der Firma Tuch A.-G., in Luzern, Stiftung (SHAB. Nr. 3 vom 4. Januar 1941, Seite 23). Josef Adrian Schild ist infolge Todes aus dem Stiftungsrat ausgeschieden und seine Unterschrift erloschen. Der Stiftungsrat setzt sich nun wie folgt zusammen: Vorsitzender ist Walter Schild sen. (bisher Mitglied), nun wohnhaft in Luzern; Mitglieder sind Walter Schild jun., von Grenchen, in Liestal (neu), und Otto Petermann (bisher). Sie zeichnen je zu zweien.

Glarus — Glaris — Glarona

18. Juni 1952.

Fürsorgefonds der Wehrli A.-G., Teigwarenfabrik, Glarus, in Glarus. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 14. April 1944 eine Stiftung. Sie bezweckt die Unterstützung-notleidender Angestellten und Arbeiter der «Wehrli A.G., Teigwarenfabrik, Glarus» und deren Hinterbliebenen. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen Stiftungsrat von 3 Mitgliedern, von denen 1 Mitglied, das zugleich den Vorsitz führt, dem Verwaltungsrat der Stifterfirma angehören muss. Je ein weiteres Mitglied wird von der Stifterfirma aus den Kreisen der Angestellten und Arbeiter bezeichnet. Die Stiftung wird vertreten durch die Einzelunterschrift des Präsidenten. Als solcher wurde gewählt: Josef Schmid-Lütschg, von und in Glarus. Domizil der Stiftung: Im Bureau der Wehrli A.G., Teigwarenfabrik, Glarus.

Freiburg — Fribourg — Fribourg**Bureau Tafers (Bezirk Sennet)**

17. Juni 1952.

Personalfürsorgestiftung der Ski-Lift & Sesselbahn Schwarzsee AG., in Schwarzsee, Gemeinde Plaffeien. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 28. April 1951 eine Stiftung. Sie bezweckt die Fürsorge für die Angestellten der Firma «Ski-Lift und Sesselbahn Schwarzsee A.G.» im Falle von Alter, Tod, Krankheit, Unfall sowie in Fällen unverschuldeter Notlage. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen Stiftungsrat von 3 Mitgliedern, welcher durch den Verwaltungsrat der Stifterfirma ernannt wird. Dieser bezeichnet ausserdem die Kontrollstelle, welche aus zwei Rechnungsrevisoren besteht. Je zwei Mitglieder des Stiftungsrates vertreten die Stiftung mit Kollektivunterschrift. Es sind dies: Alfons Roggo, von Düringen, in Tafers, Präsident; Johann Baeriswil, von und in Tafers, Kassier; Paul Schrag, von Wynigen (Bern), in Schwarzsee, Gemeinde Plaffeien. Domizil der Stiftung: Ski-Lift und Sesselbahn Schwarzsee A.G., Schwarzsee.

Solothurn — Soleure — Soletta**Bureau Grenchen-Bettlach**

16. Juni 1952.

Personalfürsorgestiftung Rodana A.G., in Grenchen (SHAB. Nr. 35 vom 11. Februar 1950, Seite 397). Durch Beschluss des Stiftungsrates und mit Genehmigung des Regierungsrates des Kantons Solothurn wurde der Name der Stiftung abgeändert in: **Personalfürsorgestiftung Rodana A.G.** Gemäss öffentlicher Urkunde vom 4. Juni 1952 wurde die Stiftungsurkunde entsprechend geändert.

Basel-Stadt — Bâle-Ville — Basilea-Città

14. Juni 1952.

Personal-Unterstützungs-Fonds der W. & J. Rapp A.G., in Basel (SHAB. Nr. 289 vom 9. Dezember 1950, Seite 3156). Aus dem Stiftungsrat ist Adolf Basso-Flury ausgeschieden. Seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde in den Stiftungsrat gewählt Max Peter, von und in Basel. Er zeichnet zu zweien mit Hans Joachim Rapp-Moppert, Gustav Joachim Rapp-Bührer oder Wilhelm Rapp-Moppert.

17. Juni 1952.

Hilfsskasse Frankonia für die Arbeiter der Firma Thomi & Franck A.G., in Basel (SHAB. Nr. 250 vom 25. Oktober 1947, Seite 3142). Aus dem Stiftungsrat ist Karl Schöpfer ausgeschieden. Seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde in denselben gewählt Max Thomi, von Oberburg (Bern), in Pratteln. Er führt Einzelunterschrift. Präsident ist Hans Thomi.

Basel-Landschaft — Bâle-Campagne — Basilea-Campagna

18. Juni 1952.

Personalfürsorgefonds der Müller-Gysin A.G., in Münchenstein. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 3. Juni 1952 eine Stiftung. Sie bezweckt die Fürsorge für die Hinterlassenen von solchen Angestellten und Arbeitern der Stifterin, welchen infolge vorgeschrittenen Alters beim Stellenantritt der Eintritt in die bestehende Pensionskasse infolge zu hoher Prämien nicht mehr zugemutet werden kann. Die Fürsorge versteht sich hauptsächlich für die wirtschaftlichen Folgen durch Tod, Unfall oder besondere Härtefälle. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen aus zwei Mitgliedern bestehenden Stiftungsrat, welchem gegenwärtig angehören: Ernst Müller-Fritsch, von Trimbach, in Münchenstein, als Präsident, und Joseph Arnold, von Büglen, in Basel. Sie zeichnen zu zweien. Domizil: Zollfreilager Münchenstein.

18. Juni 1952.
Angestellten-Versicherungskasse der Schild A.G. Tuch- und Deckenfabriken Bern und Liestal, in Liestal (SHAB. Nr. 297 vom 18. Dezember 1948, Seite 3437). Aus dem Stiftungsrat ist Adrian Schild, Präsident, infolge Todes ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. An seiner Stelle wurde Walter Schild-Peyer, von Grenchen, nun in Luzern, als neuer Präsident bestimmt. Als weiteres Mitglied des Stiftungsrates ist ferner gewählt worden Walter Schild junior, von Grenchen, in Liestal. Die Mitglieder des Stiftungsrates zeichnen unter sich zu zweien.

18. Juni 1952.
Fürsorgekasse der Arbeiter der Schild A.G., Tuch- und Deckenfabriken Bern und Liestal, in Liestal (SHAB. Nr. 6 vom 8. Januar 1949, Seite 77). Adrian Schild ist infolge Todes als Präsident des Stiftungsrates ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Als neuer Präsident wurde das bisherige Mitglied Walter Schild-Peyer, von Grenchen, nun in Luzern, bestimmt. Ferner wurde als neues Mitglied des Stiftungsrates gewählt Walter Schild junior, von Grenchen, in Liestal. Er zeichnet zu zweien.

18. Juni 1952.
Personalfürsorgestiftung der Firma A. Haegler & Co., in Lausen (SHAB. Nr. 204 vom 1. September 1951, Seite 2199). Die Stiftungsurkunde ist am 6. Juni 1952 abgeändert worden. Die Firma lautet nun **Personalfürsorgestiftung der Firma Haegler A.G.** Die übrigen Aenderungen betreffen die bisher publizierten Tatsachen nicht. Der Regierungsrat als Aufsichtsbehörde hat am 13. Juni 1952 den Aenderungen zugestimmt.

Aargau — Argovie — Argovia

17. Juni 1952.
Pensionskasse der Angestellten der Injecta A.-G., in Teufenthal, Stiftung (SHAB. Nr. 189 vom 14. August 1948, Seite 2263). Ferdinand Wuffli und Karl Lebküchner sind aus dem Stiftungsrate ausgeschieden und ihre Unterschriften erloschen. Als neue Mitglieder des Stiftungsrates wurden gewählt: Robert Schmid, von Erlinsbach (Aargau), in Teufenthal (Vertreter der Firma), und Fritz Wüthrich, von Riniken, in Teufenthal (Vertreter der Versicherten). Zeichnungsberechtigt ist je ein Vertreter der Firma kollektiv mit je einem Vertreter der Versicherten.

18. Juni 1952.
Hilfs- & Pensionsfonds der Gesellschaft für Elektrochemische Industrie Turgi, in Turgi (SHAB. Nr. 126 vom 2. Juni 1951, Seite 1332). Durch öffentliche Urkunde vom 15. Mai 1952 ist der Stiftungsakt vom 10. August 1921 teilweise abgeändert worden. Der Name der Stiftung lautet: **Hilfsfond der Gesellschaft für Elektrochemische Industrie Turgi**. Die Stiftung bezweckt: a) die Zuwendung von einmaligen Beiträgen in Krankheitsfällen und Fällen von unverschuldeter Not an die Arbeiter und Angestellten der Stifterfirma und deren Familien; b) zusätzliche Alters- und Invaliden-Unterstützungen in Not- und Härtefällen; c) zusätzliche Zuweisungen einmaliger oder periodischer Natur an die Hinterbliebenen von Begünstigten in Not- und Härtefällen. Die bisher zugesprochenen Pensionen werden weiter bezahlt. Der Stiftungsrat besteht aus 3 Mitgliedern. Mit Beschluss vom 22. März 1952 hat der Regierungsrat des Kantons Aargau den Aenderungen die Zustimmung erteilt.

18. Juni 1952.
Hilfs- und Pensionsfonds des Elektrizitätswerkes Schiffmühle, in Turgi (SHAB. Nr. 294 vom 15. Dezember 1951, Seite 3120). Durch öffentliche Urkunde vom 16. Mai 1952 ist der Stiftungsakt vom 23. November 1937 teilweise abgeändert worden. Mit Beschluss vom 22. März 1952 hat der Regierungsrat des Kantons Aargau die Zustimmung erteilt.

18. Juni 1952.
Versicherungsfonds der Gesellschaft für Elektrochemische Industrie Turgi, in Turgi. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 15. Mai 1952 eine Stiftung. Ihr Zweck ist die Fürsorge für die männlichen und weiblichen Angestellten (inbegriffen leitende Angestellte und die Arbeiter und Arbeiterinnen der Firma «Gesellschaft für Elektrochemische Industrie Turgi», Aktiengesellschaft mit Sitz in Turgi, im Alter, sowie für ihre Hinterbliebenen nach deren Tod. Einziges Organ ist der aus 5 Mitgliedern bestehende Stiftungsrat, wovon eines dem Kreise der versicherten Angestellten und eines demjenigen der versicherten Arbeiter angehört. Zeichnungsberechtigt sind: Präsident, Vizepräsident und Protokollführer je zu zweien kollektiv. Präsident ist Dr. Max Bucher, von Luzern, in Küsnacht (Zürich); Vizepräsident: Dr. Paul Landolt, von Zürich, in Untersingenthal und Protokollführer: Werner Müller, von Vorderwald, in Turgi.

18. Juni 1952.
Fürsorgefonds der Firma A.-G. Fehlmann Söhne, in Schöffland (SHAB. Nr. 102 vom 3. Mai 1946, Seite 1315). Gemäss öffentlicher Urkunde vom 9. Juni 1952 sind Stiftungsakt und Reglement vom 23. Januar 1946 abgeändert

worden. Die Stiftung bezweckt nun auch die Fürsorge zugunsten der Angestellten und Arbeiter der «Aktiengesellschaft Fehlmann Söhne», in Schöffland, durch Erwerb oder Errichtung eines oder mehrerer Wohlfahrtshäuser. Die Stiftung ist berechtigt, diese Wohlfahrtshäuser selber zu betreiben oder durch Dritte betreiben zu lassen. Mit Beschluss vom 16. Mai 1952 hat der Regierungsrat des Kantons Aargau der Zweckerweiterung die Genehmigung erteilt.

18. Juni 1952.
Fürsorgefonds der Firma Sura A.-G., in Schöffland (SHAB. Nr. 102 vom 3. Mai 1946, Seite 1315). Gemäss öffentlicher Urkunde vom 9. Juni 1952 sind Stiftungsakt und Reglement vom 23. Januar 1946 abgeändert worden. Die Stiftung bezweckt nun auch die Fürsorge zugunsten der Angestellten und Arbeiter der «Sura-Aktiengesellschaft», in Reitnau, durch Erwerb oder Errichtung eines oder mehrerer Wohlfahrtshäuser. Die Stiftung ist berechtigt, diese Wohlfahrtshäuser selber zu betreiben oder durch Dritte betreiben zu lassen. Mit Beschluss vom 16. Mai 1952 hat der Regierungsrat des Kantons Aargau der Zweckerweiterung die Genehmigung erteilt.

18. Juni 1952.
Wohlfahrtsfonds für Beamte und Angestellte der Firma Imprägnieranstalt A.G. Zofingen, in Zofingen. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 19. Mai 1952 eine Stiftung. Sie bezweckt die Erfüllung der von der Firma «Imprägnieranstalt A.G. Zofingen», mit Sitz in Zofingen, bereits eingegangenen oder später einzugehenden Verpflichtungen gemäss schriftlichen Verträgen und Vereinbarungen zur Auszahlung von Pensionen, Renten und Unterstützungen sowie ähnlicher Entschädigungen an Beamte und Angestellte der Firma. Einziges Organ ist der aus 2 bis 4 Mitgliedern bestehende Stiftungsrat. Dieser wird durch den Verwaltungsrat der Stifterin gewählt: Es gehören dem Stiftungsrat an: Ernst Stalder, von Rteggau, in Zofingen, als Präsident, und Eduard Lüthy, von Signau, in Zofingen, als Mitglied. Sie führen Einzelunterschrift. Domizil der Stiftung: Bei der «Imprägnieranstalt A.G. Zofingen», Müllerweg 9.

Genf — Genève — Ginevra

13 juin 1952.
Fondation en faveur du personnel de la société Bols et Matériaux de construction S.A., à Genève (FOSC. du 5 août 1942, page 1793). Suivant arrêté du Conseil d'Etat de Genève du 29 février 1952 et acte authentique du 21 mars 1952, les statuts de la fondation ont été modifiés. Sa nouvelle dénomination est: **Fondation en faveur du personnel de «Bols continentaux et exotiques S.A.» et de la «Nouvelle société Bois et Matériaux de construction S.A.»**. Elle a pour but de procurer une aide aux employés et ouvriers des deux sociétés et éventuellement à leurs familles afin de faire face aux conséquences économiques résultant de la maladie, des accidents, du chômage, de la vieillesse et du décès, selon la libre appréciation du comité. La fondation est administrée par un comité d'un ou de plusieurs membres, actuellement composé de: Georges-Hermann Bornand, président (inscrit); Rodolphe Aellig (inscrit jusqu'ici comme secrétaire), nommé vice-président; Yvan Leuba, secrétaire, de la Côte aux Fées et Buttes (Neuchâtel), à Genève, et Jean Kocher, caissier (inscrit), lesquels signent collectivement à deux. Adresse: rue de la Scie 3 (bureaux de Bois continentaux et exotiques S.A.)

Andere, durch Gesetz oder Verordnung zur Veröffentlichung im SHAB. vorgeschriebene Anzeigen — Autres avis, dont la publication est prescrite dans la FOSC. par des lois ou ordonnances

Bau- und Finanzgesellschaft Kurfürstenhof AG., Glarus

Herabsetzung des Grundkapitals und Aufforderung an die Gläubiger gemäss Artikel 733 OR

Zweite Veröffentlichung

Die Bau- und Finanzgesellschaft Kurfürstenhof AG., mit Sitz in Glarus, hat in seiner ausserordentlichen Generalversammlung vom 13. Juni 1952, gemäss öffentlicher Urkunde beschlossen, das Grundkapital der Gesellschaft von Fr. 250 000 auf Fr. 50 000 herabzusetzen, durch Annullierung von 200 Aktien zum Nennwert von je Fr. 1000.

In Nachachtung von Art. 733 OR sind Ansprüche von Gläubigern spätestens innerhalb zwei Monaten nach Erscheinen der letzten Publikation bei der Gesellschaft geltend zu machen. (AA. 159^h)

G l a r u s, den 16. Juni 1952.

Bau- und Finanzgesellschaft Kurfürstenhof AG., Glarus:
 Der Verwaltungsrat.

Kraftwerk Laufenburg

Jahresschluss-Bilanz per 31. Dezember 1951

Aktiven		Passiven		
	Fr.	Rp.		
Konzession	2 000 000	—	Aktienkapital	28 000 000
Elektrizitätswerk	34 345 080	—	Allgemeiner Reservefonds	5 224 000
Stromverteilungsanlagen	27 148 284	—	Hemfallfonds	13 640 000
Bahnanschluss und Strassen	399 980	—	Erneuerungsfonds	34 565 000
Industrie- und Baugelände	461 727	—	Kreditoren	11 394 760
Wohnhäuser	860 344	—	Guthaben der Personalfürsorgestiftung	101 503
Beteiligungen	15 775 652	—	Gewinn-Vortrag 1950	Fr. 123 664.—
Wertschriften	7 116 168	—	Reingewinn 1951	• 2 726 557.—
Banken, Postscheck, Verrechnungsstelle	858 344	—		
Debitoren	6 792 612	—		
Kasse	17 293	—		
Debitoren aus Kautionen: Fr. 234 070.—			Kautionsverpflichtungen: Fr. 234 070.—	
	95 775 484	—		95 775 484
Soll			Haben	
	Fr.	Rp.		Fr.
Allgemeine Unkosten und Steuern	3 709 629	47	Saldo-vortrag von 1950	123 664
Einlage in den Heimfallfonds	250 000	—	Betriebsüberschuss	6 986 542
Einlage in den Erneuerungsfonds	1 450 000	—	Ertrag der Beteiligungen und Zinsen	1 249 643
Zuweisung an die Personalfürsorgestiftung	100 000	—		
Aktivsaldo	2 850 221	—		
	8 359 850	47		

(B 60)

BASELSTADTSCHE
HYPOTHEKENBANK

Basel — Liestal — Gelterkinden

Gegr. 1849

KASSAOBLIGATIONEN

Wir kündigen hiermit alle vom 1. Juli bis 31. Dezember 1952 rückbar werdenden Obligationen auf die vertragliche Frist von sechs Monaten zur Rückzahlung. Die Verzinsung hört am Verfalltag auf.

Für gekündigte Titel offerieren wir bis auf weiteres die Konversion ab Verfalltag zu

3%, Laufzeit 5 Jahre,

oder

2%, Laufzeit 3 Jahre.

Neue Obligationen geben wir zu den gleichen Bedingungen aus.

21. Juni 1952

Die Direktion

Holding Ed. Laurens S.A., Bâle

Suivant décision de l'Assemblée générale du 17 juin 1952, le dividende afférent à l'exercice 1951/1952 sera payable, contre présentation du coupon N° 23, à raison de 22 fr. 50 moins impôt 80%, net 15 fr. 75 pour les actions ordinaires série A, et de 9 fr. moins impôt 30%, net 6 fr. 30 pour les actions ordinaires série B, à partir du 24 juin 1952 aux domiciles suivants:

S. A. Ed. Laurens, Extension Suisse, à Genève, Société de banque suisse, à Bâle, Crédit suisse, à Zurich,

et à tous les autres sièges, succursales et agences de ces banques.

ST.-GALLISCHE CREDITANSTALT

Gegründet 1854 ST. GALLEN Marktplatz 1

Wir kündigen hiermit alle bis 31. Dezember 1952 kündbaren

Obligationen und Kassascheine

unsrerer Bank auf die vertragliche Frist von 6 Monaten.

St. Gallen, den 21. Juni 1952.

Die Direktion.

Obligations à lots 2 1/2 %

Société d'Habitations Salubres, à Genève

48° tirage du 10 juin 1952

Les obligations dont les numéros suivent seront remboursées à partir du 1er juillet 1952, sans frais, sous déduction du timbre fédéral de 5% et de l'impôt anticipé de 25% sur les primes. Les titres doivent être présentés coupon au 1er juillet 1952 et suivants attachés.

1 obligation remboursable en 10 000 fr.: N° 24257

2 obligations remboursables en 1000 fr.:

N° 28653 N° 36310

10 obligations remboursables en 250 fr.:

Table with 6 columns of numbers: N° 13891, 14134, 14695, 22996, 23602, 24394, 26192, 35879, 39402, 59492

30 obligations remboursables en 100 fr.:

Table with 6 columns of numbers: N° 604, 4533, 4583, 5401, 7291, 9651, 10030, 11540, 13866, 21253, 24635, 25311, 25612, 26663, 27428, 27486, 27964, 29355, 34761, 34821, 38415, 39400, 41498, 43582, 49889, 52010, 57300, 58237, 59557, 59574

1442 obligations remboursables au pair (50 fr. net d'impôt) avec coupon au 1er juillet 1952 et suivants attachés.

Les titres portant les numéros suivants sont remboursables au pair (50 fr.), sauf ceux imprimés en caractère gras déjà inscrits en tête de la présente liste:

Main table listing numbers from 89 to 2427 in multiple columns. Includes bolded numbers as per instructions.

PFANDBRIEFBANK SCHWEIZERISCHER HYPOTHEKARINSTITUTE

**Emission
von Fr. 17 000 000 nominal 3%-Pfandbriefen Serie 57 von 1952**

Die Pfandbriefbank schweizerischer Hypothekarinstitute begibt, gemäss Beschluss ihres Verwaltungsrates vom 5. Juni 1952, eine neue Anleihe Serie 57 zum Zwecke der Konversion, bzw. teilweisen Rückzahlung ihrer auf den 30. September 1952 zu kündigenden 3 1/4 %-Pfandbrief-Anleihe Serie 30 von 1942 von Fr. 17 000 000 nom.

Die neuen Pfandbriefe Serie 57 werden den Inhabern der 3 1/4 %-Pfandbriefe Serie 30 in

KONVERSION
angeboten. Mit dem Konversionsangebot findet gleichzeitig eine öffentliche

BARZEICHNUNG
statt auf den nach Bedienung der Konversionsbegehren verblichenden Anleihebetrag. Anmeldefrist: Dienstag, den 17. bis Dienstag, den 24. Juni 1952, mittags 12 Uhr.

Emissionspreis: Für Konversion und Barzeichnung 99,40% + 0,60% eidg. Titelstempel, zusammen 100%, Wert 30. September 1952.

Die neuen 3%-Pfandbriefe Serie 57 lauten auf den Inhaber und werden in Abschnitten zu Fr. 1000 und Fr. 5000 ausgegeben. Die Semestercoupons lauten auf den 31. März und 30. September; der erste Coupon wird am 31. März 1953 fällig.

Rückzahlung: 30. September 1967. Der Schuldnerin steht indessen das Recht zu, die Anleihe ganz oder teilweise auf einen Couponsverfalltag, frühestens am 30. September 1962, zurückzahlen, unter Einhaltung einer vorausgehenden Kündigungsfrist von 3 Monaten.

Sicherheit: Die Pfandbriefinhaber genossen für das Kapital und die Zinsen ein Pfandrecht von Gesetzes wegen an den Darlehen, welche die Pfandbriefbank ihren Mitgliederbanken und anderen Kreditanstalten gewährt hat und die gemäss dem Pfandbriefgesetz durch erstklassige inländische Grundpfandforderungen sichergestellt sein müssen.

Sämtliche schweizerischen Banken und Bankfirmen nehmen Anmeldungen für die Konversion und Barzeichnung spesenfrei entgegen und halten ausführliche Emissionsprospekte sowie Konversionsformulare und Zeichnungsscheine zur Verfügung der Interessenten.

Die Pfandbriefbank behält sich das Recht vor, von der Emission Serie 57 zurückzutreten, wenn durch eine Veränderung der allgemeinen Situation der Erfolg der Emission nach Ansicht der Pfandbriefbank in Frage gestellt wäre.

PFANDBRIEFBANK
SCHWEIZERISCHER HYPOTHEKARINSTITUTE

Compagnie du chemin de fer de Glion aux Rochers-de-Naye

Le dividende brut de 5% pour l'exercice 1951 décidé par l'assemblée générale des actionnaires du 17 juin 1952, est payable dès ce jour, contre remise du coupon N° 3, auprès des établissements suivants:

Banque cantonale vaudoise et ses agences,
Banques populaire suisse, à Montreux,
Union de banques suisses, à Montreux.

Pour les anciennes actions non encore échangées, ce dividende sera également versé sur présentation des coupons ci-après désignés:

Anciennes actions de 1 ^{er} cl.	coupon N° 7
Anciennes actions de II ^e cl.	coupon N° 6
ord. de Fr. 5.—	coupon N° 5
et de Fr. 1.—	coupon N° 5

Montreux, le 19 juin 1952. Le conseil d'administration.

N. V. CULTUUR MAATSCHAPPIJ INDRAGIRI mit Sitz in Rengat

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre
auf Mittwoch, den 2. Juli 1952, vormittags 11 Uhr, im Savoy-Hotel Baur en Ville, Zürich.

Verhandlungsgegenstände:

- Entgegennahme des Jahresberichtes, der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 31. Dezember 1951.
- Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses.
- Wahl des Aufsichtsrates.
- Wahl des Rechnungsrevisors.

Der Jahresbericht, die Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung liegen zur Einsicht der Aktionäre bei der Plantagen AG., in Zürich, Werdmühleplatz 2, auf.
Zur Ausübung des Stimmrechts sind die Aktientitel vor dem 27. Juni 1952 zu hinterlegen bei der Plantagen AG., in Zürich, Werdmühleplatz 2, oder es ist der Aktienbesitz gegen genügenden Ausweis beim Vorstand nachzuweisen.

Zürich, den 20. Juni 1952. Der Vorstand der
N. V. CULTUUR MAATSCHAPPIJ INDRAGIRI,
Plantagen AG.

Maschinenfabrik Winkler, Fallert & Co. AG., Bern

Ordentliche Generalversammlung der Aktionäre

Dienstag, den 1. Juli 1952, 11 Uhr, im Hotel Bristol, I. Stock, Bern

Traktanden:

- Protokoll der ordentlichen Generalversammlung vom 4. Juli 1951.
- Bericht des Verwaltungsrates und der Kontrollstelle.
- Genehmigung der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung per 31. Dezember 1951.
- Decharge-Erteilung.
- Wahl der Kontrollstelle.
- Verschiedenes.

Die Bilanz mit Gewinn- und Verlustrechnung, der Revisorenbericht und der Geschäftsbericht mit den Anträgen für die Beschlussfassung über das Jahresergebnis liegen zehn Tage vor der Generalversammlung im Geschäftsdomizil, Wyleringstrasse 36 in Bern, auf.

Eintrittskarten zu der Generalversammlung können bis spätestens drei Tage vor der Generalversammlung gegen Hinterlegung der Aktien bei der Spar- und Leihkasse in Bern, der Kantonalbank von Bern und am Sitze der Gesellschaft bezogen werden.

Bern, den 19. Juni 1952. Maschinenfabrik Winkler, Fallert & Co. AG.:
Der Verwaltungsrat.

Darlehen

rasch
absolut diskret
Solvente Leute
schreiben an die
erste Bank für
Personalkredite.
Bank Prokredit
Fribourg

Fabrikanten!

Erfahrene, gut organisierte Export-/Import-Firma mit export-spezialisiertem, vielsprachigem Personal und besten internationalen Beziehungen empfiehlt sich zur

Übernahme Ihres Exportes

oder zum Ausbau desselben.
Offerten unter Chiffre Hab 457 an
Publicitas Bern.

Zu verkaufen

Industrie-Liegenschaft

Fabrikgebäude, Lagersehuppen, Garage, Grundfläche circa 1700 m², in Industriezone Zürichs (beim Güterbahnhof Zürich-Altstetten), Geleiseanschluß, Offerten unter N 11773 Z an Publicitas Zürich 1.

PEERLESS
NEV-R-KURL

das nie rollende
kanadische Kohlepapier
Der Inbegriff für Qualität

*Sonderangebot
in Durchschlagpapier
Reduzierte Preise!*

1000 Blatt	Fr. 7.80
5000 Blatt	Fr. 7.10
10000 Blatt	Fr. 6.80
50000 Blatt	Fr. 6.50
100000 Blatt	Fr. 6.40

per 1000 Blatt
+ 4 % Wust

Zuschlag für 8 cm lochen:

1000 bis 5000 Blatt	Fr. —.70
5000 bis 10000 Blatt	Fr. —.45
über 10000 Blatt	Fr. —.40

per 1000 Blatt
+ 4 % Wust

Waser

Limmatquai 122 Zürich

Öffentliches Inventar mit Rechnungsruf

(Art. 582 ZGB)

Erblasser:

Dr. med. Josef Alois Kaspar Strel

geboren 1884, Augenarzt, von Buttwil (Aargau) und von Luzern, wohnhaft gewesen in Luzern, Museggstrasse 25, verstorben am 6. Juni 1952.

Eingabefrist bis und mit 21. Juli 1952 für Gläubiger und Schuldner, unter Hinweis auf die Folgen der Nichtanmeldung (Art. 590 ZGB).

Luzern, den 16. Juni 1952.

Teilungsamt der Stadt Luzern.

Montreux EDEB
H. K. - Des Halbinsel - E. Oberwald

Zirka 1500 cm²
Eichenblockware
27 mm stark, aus Erdstämme und 2. Abschnitten erzeugt, drei Jahre auf Stapel gelagert, gut geeignet für Parkettwerke, preisgünstig abzugeben. — Zuschriften unter Chiffre 7094 an Annoncen-Expedition Rich. Schwantz, Mannheim (Deutschl.).
Inserieren Sie im SHAB.

Verlangen Sie beim SHAB,
Probenummern der

« Volkswirtschaft »

Nr. 5 1st erschienen.

FRIDEN

Rechenmaschine, neueres Modell, sofort per Kassa zu kaufen gesucht. Detaillierte Offerten mit äußerstem Preis unter R 38599 Lz an Publicitas Luzern.

Größeres, alteingesessenes Handelshaus in Basel sucht für seine Buchhaltungsabteilung per sofort oder später jüngeren, tüchtigen, gutausgewiesenen

Buchhalter

Verantwortungsbewußte, energische Bewerber, die an selbständiges Arbeiten gewöhnt sind, werden bevorzugt. Alter ca. 30 Jahre.

Dauerstelle. Offerten mit kurzem Lebenslauf, Photo, Referenzen, Zeugnisabschriften und Gehaltsansprüchen unter Chiffre T 6508 Q an Publicitas Basel.

Neuwertiges

Plymouth Cabriolet

direkt aus Privathand im Auftrage zu verkaufen. Sehr wenig gefahren, mit Radio, Klimaanlage, Heizung und Defroster, Farbe hellgrau, automat. Verdeck. — Auskunfts erteilt während der Geschäftszeit
Telephon (031) 3 94 00 und 2 72 00

Fr. 40 000

günstig und sicher zu placieren gesucht. Offerten erbeten unter Chiffre L 4583 Y an Publicitas Bern.

Aktiendruck seit Jahren unsere Spezialität
Aeschmann & Sohler AG.
Buchdruckerei zur Froehche
Zürich 25 Tel. (051) 32 71 64